



EXTRAIT

Du Registre des délibérations du Conseil Communautaire

DELIBERATION N° 11/2018 – 6

OBJET : POLITIQUE DU LOGEMENT ET DU CADRE DE VIE
Définition de l'intérêt communautaire de la compétence optionnelle « Politique du logement social d'intérêt communautaire et action, par des opérations d'intérêt communautaire, en faveur du logement des personnes défavorisées ».

L'An deux mille dix-huit et le quatorze du mois de novembre (14.11.2018) à 18 heures 30, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Terres des Confluences, convoqué le 8 novembre 2018, s'est assemblé à la salle Jules Fromage de Saint-Nicolas-de-la-Grave, sous la présidence de Monsieur Bernard GARGUY, Président de la Communauté de Communes.

CONSEILLERS PRESENTS :

M. GARGUY Bernard, Président
M. BESIERS Jean-Philippe, 1^{er} Vice-Président
M. HENRYOT Jean-Michel, 2^{ème} Vice-Président
M. BRIOIS Dominique, 3^{ème} Vice-Président
M. CAPAYROU Joël, 4^{ème} Vice-Président
Mme FORNERIS Dominique, 5^{ème} Vice-Présidente
Mme FEAU Annie, 6^{ème} Vice-Présidente
Mme VISSIERES-DELVOLVE Marie-Thérèse, 7^{ème} Vice-Président
M. BENCE Jean-Marie, 8^{ème} Vice-Président
Mme DELZERS Monique, 9^{ème} Vice-Présidente
M. GIAVARINI Jean-Claude, 10^{ème} Vice-Président
Mme ROLLET Colette, 11^{ème} Vice-Présidente
M. LANNES Serge, 12^{ème} Vice-Président

Mme ROBIN Nathalie - Mme BAJON-ARNAL Jeanine - Mme HURREAU-SAUVET Nadia - M. PONS Michel - Mme CARDONA Muriel (à partir de la délibération n°1) - Mme TRESSENS Christiane - M. IMBERT Jean-Paul - M. BENECH Robert - M. ANGLES André - Mme GAMBARA Corinne - Mme GARRIGUES Maïté - Mme BAULU Maryse - M. ANDRAL Maurice - M. HENRYOT Jean-Luc - Mme VALETTE Muriel - M. FONTANIE Pierre - M. JAUBERT Jacques - M. DUPUY Guy - M. DELLAC Patrick - M. LAFONT Hubert - M. GERARDIN Frédéric - M. DESQUINES Philippe - M. SAMAIN Hugues - M. FEGNE Jean - M. BRAS Jacques - M. DIRAT Gilberte -

CONSEILLERS REPRESENTES :

M. REMIA Alex
M. KOZLOWSKI Éric
Mme CAMPOURCY Véronique
M. CASSIGNOL Michel
Mme MAERTEN Fabienne
M. GUILLAMAT Pierre
Mme CASTRO Marie
M. VALLES Gérard
M. DESCAZEUX Robert
M. PREVEDELLO Xavier

a donné procuration à M. BENECH Robert
a donné procuration à Mme HURREAU-SAUVET Nadia
a donné procuration à M. PONS Michel
a donné procuration à Mme GARRIGUES Maïté
a donné procuration à M. HENRYOT Jean-Luc
a donné procuration à Mme VISSIERES-DELVOLVE MT
a donné procuration à Mme FEAU Annie
a donné procuration à M. GARGUY Bernard
est remplacé par M. VIGNAUX C., conseiller suppléant
a donné procuration à Mme BAJON-ARNAL Jeanine

ABSENTS EXCUSES :

Mme BERGE Marie-Luce
M. CALVI Daniel
Mme CARDONA Muriel (jusqu'au procès-verbal)

ABSENTS NON EXCUSES :

M. CHARLES Patrice
M. GARRIGUES Jean-Claude

En conformité à l'article L.5211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé par voie de scrutin à l'élection d'un Secrétaire pris dans le sein de l'Assemblée, Mr Jean-Luc HENRYOT ayant obtenu la majorité des suffrages, a été délégué pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

La notion d'intérêt communautaire « s'analyse comme la ligne de partage au sein d'une compétence entre les domaines d'action transférés à la communauté et ceux qui demeurent au niveau communal ».

L'intérêt communautaire est donc une clef de répartition dans l'exercice des compétences. Définir l'intérêt communautaire revient à distinguer, dans une compétence donnée, les actions et les équipements qui continueront à relever du niveau communal, de ceux qui, par leur étendue, leur contenu, leur objet stratégique, leur dimension financière ou leur rayonnement sur le territoire intercommunal, doivent être gérés par la Communauté, et donc lui être transférés.

La notion d'intérêt communautaire doit donc être comprise, pour les domaines concernés, comme un élément complémentaire de la rédaction statutaire des compétences de la Communauté.

L'intérêt communautaire est déterminé par l'assemblée délibérante de l'EPCI à la majorité qualifiée des deux tiers. L'intérêt communautaire doit être fixé dans un délai maximum de deux ans suivant le transfert de la compétence ou de la fusion ; à défaut, la Communauté sera compétente pour l'intégralité de la compétence transférée.

La définition de l'intérêt communautaire d'une compétence par une délibération spécifique distincte des statuts permet une plus grande souplesse pour faire évoluer la ligne de partage. C'est l'objet de la présente délibération.

Suite à la fusion-extension entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2017 et à la modification statutaire entrée, elle, en vigueur le 19 décembre 2017, un certain nombre de compétences obligatoires et optionnelles doivent être précisées par la définition d'un intérêt communautaire.

La présente délibération porte sur la compétence optionnelle « Politique du logement social d'intérêt communautaire et action, par des opérations d'intérêt communautaire, en faveur du logement des personnes défavorisées ».

Il est proposé de définir l'intérêt communautaire sur la base du travail mené dans le cadre de l'élaboration du PLUI-H, qui a fait ressortir les enjeux sur le territoire de la Communauté de Communes de l'habitat.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 82-2016-09-09-001 portant création de la communauté « Terres des Confluences » par fusion de la Communauté de Communes Terres de Confluences et de la Communauté de Communes Sère-Garonne-Gimone et extension du périmètre fusionné aux communes de Saint-Porquier et La Ville-Dieu-du-Temple au 1^{er} janvier 2017 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 82-2016-11-29-003 en date du 29 novembre 2016 complétant l'arrêté préfectoral n° 82-2016-09-09-001 susvisé ;

Vu l'arrêté préfectoral n°8220171219002 portant modification des statuts de la Communauté de Communes du 19 décembre 2017 ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu la loi ALUR du 24 mars 2014 ;

Vu la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté ;

Vu l'avis de la commission communautaire Habitat et logement du 29 octobre 2018 ;

Vu l'avis du bureau communautaire du 6 novembre 2018 ;

Considérant les réflexions menées dans le cadre de l'élaboration du PLUI-H ;

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré :

- **définit** l'intérêt communautaire de la compétence optionnelle « Politique du logement social d'intérêt communautaire et action, par des opérations d'intérêt communautaire, en faveur du logement des personnes défavorisées » comme suit :

Parc existant:

- Études pré-opérationnelles pour des actions visant à améliorer le parc privé existant telles que OPAH ou PIG ayant pour objectifs :
 - Améliorer le confort des logements du parc privé existant,
 - Lutter contre la vacance de logement,
 - Lutter contre la précarité énergétique,
 - Lutter contre l'habitat indigne et/ou dégradé,
 - Développer l'habitat adapté pour répondre au vieillissement de la population,
- Accompagnement des communes ne disposant pas d'ingénierie interne nécessaire pour la lutte contre l'habitat indigne ou péril,
- Accompagnement des communes dans le montage de projet : conseils et ingénierie,

Développement de l'offre:

- Partenariat Etablissement Public Foncier/commune/Communauté de Communes dans le cadre de la convention,
- Rééquilibrage de l'offre sociale :
 - Création et animation de la Conférence Intercommunale du Logement,
 - Mise en place d'une Convention intercommunale du Logement,
- Accompagnement des communes dans le montage de projet : conseils et ingénierie.

Offre adaptée aux publics spécifiques:

- Mise en place d'une enquête sociale pour définir les besoins dans le cadre de la sédentarisation des gens du voyage,
- Etude sur l'offre disponible sur le territoire à vocation de logement d'urgence.

Information et accueil :

- Elaboration et application d'un PLAN PARTENARIAL DE GESTION DE LA DEMANDE DE LOGEMENT SOCIAL ET D'INFORMATION DES DEMANDEURS,
- Partenariat avec l'ADIL 82 et CAUE : mission d'information sur le logement,
- Création et gestion d'un observatoire de l'habitat.

- **autorise** Monsieur le Président à accomplir tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa :

Transmission en Sous-Préfecture le : 16/11/18

Publication le : 16/11/18

Notification le : B8

Membres en exercice :53
 Présents :40
 Votants :49
 Adoptée à l'unanimité des votants

AU REGISTRE SONT LES SIGNATURES
 POUR COPIE CONFORME AU REGISTRE
 DES DELIBERATIONS

LE PRESIDENT,

B. GARGUY



